

LEGGE 5 agosto 1981, n. 503.

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa alla conservazione della vita selvatica e dell'ambiente naturale in Europa, con allegati, adottata a Berna il 19 settembre 1979.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione relativa alla conservazione della vita selvatica e dell'ambiente naturale in Europa, con allegati, adottata a Berna il 19 settembre 1979.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 19 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Selva di Val Gardena, addì 5 agosto 1981

PERTINI

SPADOLINI — COLOMBO — DARIDA —
BARTOLOMEI — MARCORA — SCOTTI

Visto, il Guardasigilli: DARIDA

**CONVENTION RELATIVE À LA CONSERVATION
DE LA VIE SAUVAGE
ET DU MILIEU NATUREL DE L'EUROPE**

PRÉAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Considérant la volonté du Conseil de l'Europe de coopérer avec d'autres Etats dans le domaine de la conservation de la nature;

Reconnaissant que la flore et la faune sauvages constituent un patrimoine naturel d'une valeur esthétique, scientifique, culturelle, récréative, économique et intrinsèque, qu'il importe de préserver et de transmettre aux générations futures;

Reconnaissant le rôle essentiel de la flore et de la faune sauvages dans le maintien des équilibres biologiques;

Constatant la raréfaction de nombreuses espèces de la flore et de la faune sauvages et la menace d'extinction qui pèse sur certaines d'entre elles;

Conscients de ce que la conservation des habitats naturels est l'un des éléments essentiels de la protection et de la préservation de la flore et de la faune sauvages;

Reconnaissant que la conservation de la flore et de la faune sauvages devrait être prise en considération par les gouvernements dans leurs objectifs et programmes nationaux, et qu'une coopération internationale devrait s'instaurer pour préserver en particulier les espèces migratrices;

Coscients des nombreuses demandes d'action commune émanant des gouvernements ou des instances internationales, notamment celles exprimées par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, de 1972, et l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe;

Désireux en particulier de suivre, dans le domaine de la conservation de la vie sauvage, les recommandations de la Résolution n. 2 de la deuxième Conférence ministérielle européenne sur l'environnement,

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I

DISPOSITION GÉNÉRALES

ARTICLE 1.

1. La présente Convention a pour objet d'assurer la conservation de la flore et de la faune sauvages et de leurs habitats naturels, notamment des espèces et des habitats dont la conservation nécessite la coopération de plusieurs Etats, et de promouvoir une telle coopération.

2. Une attention particulière est accordée aux espèces, y compris les espèces migratrices, menacées d'extinction et vulnérables.

ARTICLE 2.

Les Parties contractantes prennent les mesures nécessaires pour maintenir ou adapter la population de la flore et de la faune sauvages à un niveau qui correspond notamment aux exigences écologiques, scientifiques et culturelles, tout en tenant compte des exigences économiques et récréationnelles et des besoins des sous-espèces, variétés ou formes menacées sur le plan local.

ARTICLE 3.

1. Chaque Partie contractante prend les mesures nécessaires pour que soient mises en oeuvre des politiques nationales de conservation de la flore et de la faune sauvages et des habitats naturels, en accordant une attention particulière aux espèces menacées d'extinction et vulnérables, surtout aux espèces endémiques, et aux habitats menacés, conformément aux dispositions de la présente Convention.

2. Chaque Partie contractante s'engage, dans sa politique d'aménagement et de développement et dans ses mesures de lutte contre la pollution, à prendre en considération la conservation de la flore et de la faune sauvages.

3. Chaque Partie contractante encourage l'éducation et la diffusion d'informations générales concernant la nécessité de conserver des espèces de la flore et de la faune sauvages ainsi que leurs habitats.

CHAPITRE II

PROTECTION DES HABITATS

ARTICLE 4.

1. Chaque Partie contractante prend les mesures législatives et réglementaires appropriées et nécessaires pour protéger les habitats des espèces sauvages de la flore et de la faune, en particulier de celles énumérées dans les annexes I e II, et pour sauvegarder les habitats naturels menacés de disparition.

2. Les Parties contractantes tiennent compte, dans leurs politiques d'aménagement et de développement, des besoins de la conservation des zones protégées visées au paragraphe précédent, afin d'éviter ou de réduire le plus possible toute détérioration de telles zones.

3. Les Parties contractantes s'engagent à accorder une attention particulière à la protection des zones qui ont une importance pour les espèces migratrices énumérées dans les annexes II e III et qui sont situées de manière adéquate par rapport aux voies de migration, comme aires d'hivernage, de rassemblement, d'alimentation, de reproduction ou de mue.

4. Les Parties contractantes s'engagent à coordonner autant que de besoin leurs efforts pour protéger les habitats naturels visés au présent article lorsqu'ils sont situés dans des régions qui s'étendent de part et d'autre de frontières.

CHAPITRE III

CONSERVATION DES ESPECES

ARTICLE 5.

Chaque Parties contractante prend les mesures législatives et réglementaires appropriées et nécessaires pour assurer la conservation particulière des espèces de flore sauvage énumérées dans l'annexe I. Seront interdits le cueillette le ramassage, la coupe, ou le déracinage intentionnels des plantes visées. Chaque Partie contractante interdit, autant que de besoin, la détention ou la commercialisation de ces espèces.

ARTICLE 6.

Chaque Partie contractante prend les mesures législatives et réglementaires appropriées et nécessaires pour assurer la conservation particulière des espèces de faune sauvage énumérées dans l'annexe II. Seront notamment interdits, pour ces espèces:

a) toutes formes de capture intentionnelle, de détention et de mise à mort intentionnelle;

b) la détérioration ou la destruction intentionnelles des sites de reproduction ou des aires de repos;

c) la perturbation intentionnelle de la faune sauvage, notamment durant la période de reproduction, de dépendance et d'hibernation, pour autant que la perturbation ait un effet significatif eu égard aux objectifs de la présente Convention;

d) la destruction ou le ramassage intentionnels des oeufs dans la nature ou leur détention, même vides;

e) la détention et le commerce interne de ces animaux, vivants ou morts, y compris des animaux naturalisés, et de toute partie ou de tout produit, facilement identifiables, obtenus à partir de l'animal lorsque cette mesure contribue à l'efficacité des dispositions du présent article.

ARTICLE 7.

1. Chaque Parties contractante prend les mesures législatives et réglementaires appropriées et nécessaires pour protéger les espèces de faune sauvage énumérées dans l'annexe III.

2. Toute exploitation de la faune sauvage énumérée dans l'annexe III est réglementée de manière à maintenir l'existence de ces populations hors de danger, compte tenu des dispositions de l'article 2.

3. Ces mesures comprennent notamment:

a) l'institution de périodes de fermeture et/ou d'autres mesures réglementaires d'exploitation;

b) l'interdiction temporaire ou locale de l'exploitation, s'il y a lieu, afin de permettre aux populations existantes de retrouver un niveau satisfaisant;

c) la réglementation, s'il y a lieu, de la vente, de la détention, du transport ou de l'offre aux fins de vente des animaux sauvages, vivants ou morts.

ARTICLE 8.

S'agissant de la capture ou de la mise à mort des espèces de faune sauvages énumérées dans l'annexe III, et dans les cas où des dérogations conformes à l'article 9 sont faites en ce qui concerne les espèces énumérées dans l'annexe II, les Parties contractantes interdisent l'utilisation de tous les moyens non sélectifs de capture et de mise à mort et des moyens susceptibles d'entraîner localement la disparition, ou de troubler gravement la tranquillité des populations d'une espèce, en particulier des moyens énumérés dans l'annexe IV.

ARTICLE 9.

1. A condition qu'il n'existe pas une autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas à la survie de la population concernée, chaque Parties contractante peut déroger aux dispositions des articles 4, 5, 6, 7 et à l'interdiction de l'utilisation des moyens visés à l'article 8:

dans l'intérêt de la protection de la flore et de la faune;

pour prévenir des dommages importants aux cultures, au bétail, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et aux autres formes de propriété;

dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publique, de la sécurité aérienne, ou d'autres intérêts publics prioritaires;

à des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement, de réintroduction ainsi que pour l'élevage;

pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, sur une base sélective et dans une certaine mesure, la prise, la détention ou toute autre exploitation judicieuse de certains animaux et plantes sauvages en petites quantités.

2. Les Parties contractantes soumettent au Comité permanent un rapport biennal sur les dérogations faites en vertu du paragraphe précédent. Ces rapports devront mentionner:

les populations qui font l'objet ou ont fait l'objet des dérogations et, si possible, le nombre des spécimens impliqués;

les moyens de mise à mort ou de capture autorisés;

les conditions de risque, les circonstances de temps et de lieu dans lesquelles ces dérogations sont intervenues;

l'autorité habilitée à déclarer que ces conditions ont été réalisées, et habilitée à prendre les décisions relatives aux moyens qui peuvent être mis en oeuvre, à leurs limites, et aux personnes chargées de l'exécution;

les contrôles opérés.

CHAPITRE IV
DISPOSITIONS PARTICULIERES
CONCERNANT LES ESPECES MIGRATRICES

ARTICLE 10.

1. En plus ds mesures indiquées aux articles 4, 6, 7 et 8, les Parties contractantes s'engagent à coordonner leurs efforts pour la conservation des espèces migratrices énumérées dans les annexes II et III et dont l'aire de répartition s'étend sur leurs territoires.

2. Les Parties contractantes prennent des mesures en vue de s'assurer que les périodes de fermeture et/ou d'autres mesures réglementaires d'exploitation instituées en vertu du paragraphe 3.a) de l'article 7 correspondent bien aux besoins des espèces migratrices énumérées dans l'annexe III.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 11.

1. Dans l'exécution des dispositions de la présente Convention, les Parties contractantes s'engagent à:

a) coopérer chaque fois qu'il sera utile de le faire, notamment lorsque cette coopération pourrait renforcer l'efficacité des mesures prises conformément aux autres articles de la présente Convention;

b) encourager et coordonner les travaux de recherche en rapport avec les finalités de la présente Convention.

2. Chaque Partie contractante s'engage:

a) à encourager la réintroduction des espèces indigènes de la flore et de la faune sauvages lorsque cette mesure contribuerait à la conservation d'une espèce menacée d'extinction, à condition de procéder au préalable et au regard des expériences d'autres Parties contractantes, à une étude en vue de rechercher si une telle réintroduction serait efficace et acceptable;

b) à contrôler strictement l'introduction des espèces non indigènes.

3. Chaque Partie contractante fait connaître au Comité permanent les espèces bénéficiant d'une protection totale sur son territoire et qui ne figurent pas dans les annexes I et II.

ARTICLE 12.

Les Parties contractantes peuvent adopter pour la conservation de la flore et de la faune sauvages et de leurs habitats naturels des mesures plus rigoureuses que celles prévues dans la présente Convention.

CHAPITRE VI
COMITE PERMANENT

ARTICLE 13.

1. Il est constitué, aux fins de la présente Convention, un Comité permanent.

2. Toute Partie contractante peut se faire représenter au sein du Comité permanent par un ou plusieurs délégués. Chaque délégation dispose d'une voix. Dans les domaines relevant de ses compétences, la Communauté économique européenne exerce son droit de vote avec un nombre de voix égal au nombre de ses Etats membres qui sont Parties contractantes à la présente Convention; la Communauté économique européenne n'exerce pas son droit de vote dans les cas où les Etats membres concernés exercent le leur et réciproquement.

3. Tout Etat membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas Partie contractante à la Convention peut se faire représenter au Comité par un observateur.

Le Comité permanent peut, à l'unanimité, inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas Parties contractante à la Convention à se faire représenter par un observateur à l'une de ses réunions.

Tout organisme ou toute institution techniquement qualifié dans le domaine de la protection, de la conservation ou de la gestion de la flore et de la faune sauvages et de leurs habitats, et appartenant à l'une des catégories suivantes:

a) organismes ou institutions internationaux, soit gouvernementaux soit non gouvernementaux, ou organismes ou institutions nationaux gouvernementaux;

b) organismes ou institutions nationaux non gouvernementaux qui ont été agréés à cette fin par l'Etat dans lequel ils sont établis, peuvent informer le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, trois mois au moins avant la réunion du Comité, de leur intention de se faire représenter à cette réunion par des observateurs. Ils sont

admis sauf si, un mois au moins avant la réunion, un tiers des Parties contractantes ont informé le Secrétaire Général qu'elles s'y opposent.

4. Le Comité permanent est convoqué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Il tient sa première réunion dans le délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention. Il se réunit par la suite au moins tous les deux ans et, en outre, lorsque la majorité des Parties contractantes en formule la demande.

5. La majorité des Parties contractantes constitue le quorum nécessaire pour tenir une réunion du Comité permanent.

6. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Comité permanent établit son règlement intérieur.

ARTICLE 14.

1. Le Comité permanent est chargé de suivre l'application de la présente Convention. Il peut en particulier:

revoir de manière permanente les dispositions de la présente Convention, y compris ses annexes, et examiner les modifications qui pourraient être nécessaires;

faire des recommandations aux Parties contractantes sur les mesures à prendre pour la mise en oeuvre de la présente Convention;

recommander les mesures appropriées pour assurer l'information du public sur les travaux entrepris dans le cadre de la présente Convention;

faire des recommandations au Comité des Ministres relatives à l'invitation d'Etats non membres du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente Convention;

faire toute proposition tendant à améliorer l'efficacité de la présente Convention et portant notamment sur la conclusion, avec des Etats qui ne sont pas Parties contractantes à la Convention, d'accords propres à rendre plus efficace la conservation d'espèces ou de groupes d'espèces.

2. Pour l'accomplissement de sa mission, le Comité permanent peut, de sa propre initiative, prévoir des réunions de groupes d'experts.

ARTICLE 15.

Après chacune de ses réunions, le Comité permanent transmet au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur ses travaux et sur le fonctionnement de la Convention.

CHAPITRE VII AMENDEMENTS

ARTICLE 16.

1. Tout amendement aux articles de la présente Convention, proposé par une Partie contractante ou par le Comité des Ministres, est communiqué au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et transmis par ses soins deux mois au moins avant la réunion du Comité permanent aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout signataire, à toute Partie contractante, à tout Etat invité à signer la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 19 et à tout Etat invité à y adhérer, conformément aux dispositions de l'article 20.

2. Tout amendement proposé conformément aux dispositions du paragraphe précédent est examiné par le Comité permanent qui:

a) pour des amendements aux articles 1 à 12, soumet le texte adopté à la majorité des trois quarts des voix exprimées à l'acceptation des Parties contractantes;

b) pour des amendements aux articles 13 à 24, soumet le texte adopté à la majorité des trois quarts des voix exprimées à l'approbation du Comité des Ministres. Ce texte est communiqué après son approbation aux Parties contractantes en vue de son acceptation.

3. Tout amendement entre en vigueur le trentième jour après que toutes les Parties contractantes ont informé le Secrétaire Général qu'elles l'ont accepté.

4. Les dispositions des paragraphes 1, 2.a) et 3 du présent article sont applicables à l'adoption de nouvelles annexes à la présente Convention.

ARTICLE 17.

1. Tout amendement aux annexes à la présente Convention, proposé par une Partie contractante ou par le Comité des Ministres, est communiqué au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et transmis par ses soins deux mois au moins avant la réunion du Comité permanent aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout signataire, à toute Partie contractante, à tout Etat invité à signer la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 19 et à tout Etat invité à y adhérer, conformément aux dispositions de l'article 20.

2. Tout amendement proposé conformément aux dispositions du paragraphe précédent, est examiné par le Comité permanent qui

peut l'adopter à la majorité des deux tiers des Parties contractantes. Le texte adopté est communiqué aux Parties contractantes.

3. A l'expiration d'une période de trois mois après son adoption par le Comité permanent, et sauf si un tiers des Parties contractantes ont notifié des objections, tout amendement entre en vigueur à l'égard des Parties contractantes qui n'ont pas notifié d'objections.

CHAPITRE VIII

REGLEMENT DES DIFFERENDS

ARTICLE 18.

1. Le Comité permanent facilite autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l'exécution de la Convention donnerait lieu.

2. Tout différend entre Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'a pas été réglé sur la base des dispositions du paragraphe précédent ou par voie de négociation entre les parties au différend et sauf si ces parties en conviennent autrement est, à la requête de l'une d'entre elles, soumis à l'arbitrage. Chacune des parties désigne un arbitre et les deux arbitres désignent un troisième arbitre. Si, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, dans un délai de trois mois à compter de la requête d'arbitrage, l'une des parties n'a pas désigné son arbitre, le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme procède, à la demande de l'autre partie, à sa désignation dans un nouveau délai de trois mois. La même procédure s'applique au cas où les deux arbitres ne peuvent pas se mettre d'accord sur le choix du troisième arbitre dans un délai de trois mois à compter de la désignation des deux premiers arbitres.

3. En cas de différend entre deux Parties contractantes dont l'une est un Etat membre de la Communauté économique européenne, elle-même Partie contractante, l'autre Partie contractante adresse la requête d'arbitrage à la fois à cet Etat membre et à la Communauté, qui lui notifient conjointement, dans un délai de deux mois après la réception de la requête, si l'Etat membre ou la Communauté, ou l'Etat membre et la Communauté conjointement, se constituent partie au différend. A défaut d'une telle notification dans ledit délai, l'Etat membre et la Communauté sont réputés n'être qu'une seule et même partie au différend pour l'application des dispositions régissant la constitution et la procédure du tribunal arbitral. Il en est de même lorsque l'Etat membre et la Communauté se constituent conjointement partie au différend.

4. Le tribunal arbitral établit ses propres règles de procédure. Les décisions son prises à la majorité. Sa sentence est définitive et obligatoire.

5. Chaque partie au différend supporte les frais de l'arbitre qu'elle a désigné et les parties supportent, à parts égales, les frais du troisième arbitre, ainsi que les autres dépenses entraînées par l'arbitrage.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 19.

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des Etats non membres qui ont participé à son élaboration, ainsi qu'à celle de la Communauté économique européenne.

Jusqu'à la date de son entrée en vigueur, elle est aussi ouverte a la signature de tout autre Etat invité à la signer par le Comité des Ministres.

La Convention sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle cinq Etats, dont au moins quatre Etats membres du Conseil de l'Europe, auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire ou de la Communauté économique européenne, qui exprimeront ultérieurement leur consentement à être liés par elle, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

ARTICLE 20.

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra, après consultation des Parties contractantes, inviter à adhérer à la Convention tout Etat non membre du Conseil qui, invité à la signer conformément

ment aux dispositions de l'article 19, ne l'aura pas encore fait, et tout autre Etat non membre.

2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

ARTICLE 21.

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Toute Partie contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont elle assure les relations internationales ou pour lequel elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

ARTICLE 22.

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, formuler une ou plusieurs réserves à l'égard de certaines espèces énumérées dans les annexes I à III et/ou, pour certaines de ces espèces qui seront indiquées dans la ou les réserves, à l'égard de certains moyens ou méthodes de chasse et d'autres formes d'exploitation mentionnés dans l'annexe IV. Des réserves de caractère général ne sont pas admises.

2. Toute Partie contractante qui étend l'application de la présente Convention à un territoire désigné dans la déclaration prévue au paragraphe 2 de l'article 21 peut, pour le territoire concerné, formuler une ou plusieurs réserves conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

3. Aucune autre réserve n'est admise.

4. Toute Partie contractante qui a formulé une réserve en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent article peut la retirer en tout ou en partie en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

ARTICLE 23.

1. Toute Partie contractante peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

ARTICLE 24.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat signataire, à la Communauté économique européenne signataire de la présente Convention, et à toute Partie contractante:

- a) toute signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, ou d'adhésion;
- c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 19 et 20;
- d) toute information communiquée en vertu des dispositions du paragraphe 3 de l'article 13;
- e) tout rapport établi en application des dispositions de l'article 15;
- f) tout amendement ou toute nouvelle annexe adopté conformément aux articles 16 et 17 et la date à laquelle cet amendement ou cette nouvelle annexe entre en vigueur;
- g) toute déclaration faite en vertu des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 21;
- h) toute réserve formulée en vertu des dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 22;
- i) le retrait de toute réserve effectué en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 22;
- j) toute notification faite en vertu des dispositions de l'article 23 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Berne, le 19 septembre 1979, en française et en anglais, le deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat et à la Communauté économique européenne signataires ainsi qu'à tout Etat invité à signer la présente Convention ou à y adhérer.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

I. LEODOLTER

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

LUC DHOORE

Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:

GUNNAR SEIDENFADEN

Pour le Gouvernement de la République française:

F. DELMAS

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:

J. ERTL

H. LEBSANFT

Pour le Gouvernement de la République hellénique:

J. PALAIOKRASSAS

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

BRIAN LENHAN

Pour le Gouvernement de la République italienne:

GERARDO ZAMPAGLIONE

Pour le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein:

WALTER OEHRY

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:

JEAN RETTEL

Pour le Gouvernement de Malte:

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

G. C. WALLIS de VRIES

J. F. E. BREMAN

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

TØRE-JARL CHRISTENSEN

Pour le Gouvernement de la République portugaise:

MARIO DE AZEVEDO

Pour le Gouvernement du Royaume de l'Espagne:

JUAN DIEZ NICOLAS

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

PER WRAMMER

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

H. HÜRLIMANN

Pour le Gouvernement de la République turque:

SUAT BILGE

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

HECTOR MONRO

Pour la Communauté Economique Européenne:

BRIAN LENIHAN

LORENZO NATALI

Pour le Gouvernement de la République de Finlande:

TAISTO TÄHKÄMÄÄ

Pour le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie:

ANNEXE I

ESPÈCES DE FLORE STRICTEMENT PROTÉGÉES

PTERIDOPHYTA

ASPIDIACEAE

Diplazium caudatum (Cav.) Jermy

PTERIDACEAE

Pteris serrulata Forssk

GYMNOSPERMAE

PINACEAE

Abies nebrodensis (Lojac.) Mattei

ANGIOSPERMAE

ALISMATACEAE

Alisma wahlenbergii (O. R. Holmberg) Juzepczuk

BERBERIDACEAE

Gymnospermium altaicum (Pallas) Spach

BORAGINACEAE

Anchusa crispa Viv.

Myosotis rehsteineri Wartm.

Omphalodes littoralis Lehm.

Onosma caespitosum Kotschy

Onosma troodi Kotschy

Solenanthus albanicus (Degen et al.)
Degen & Baldacci

Symphytum cycladense Pawl.

CAMPANULACEAE

Campanula sabatia De Not.

CARYOPHYLLACEAE

Arenaria lithops Heywood ex McNeill

Gypsophila papillosa P. Porta

Loeflingia tavaresiana G. Samp.

Silene orphanidis Boiss.

Silene rothmaleri Pinto de Silva

Silene velutina Pourret ex Loisel.

CHENOPODIACEAE

Kochia saxicola Guss.

Salicornia veneta Pignatti & Lausi

CISTACEAE

Tuberaria major (Willk.) Pinto da Silva

COMPOSITAE

Anacyclus alboranensis Esteve Chueca & Varo

Anthemis glaberrima (Rech.f.) Greuter

Artemisia granatensis Boiss.

Artemisia laciniata Willd.

Aster pyrenaeus Desf. ex DC.

Aster sibiricus L.

Centaurea balearica J. D. Rodriguez

Centaurea heldreichii Halácsy

Centaurea horrida Badaro

Centaurea kalambakensis Freyn & Sint.

Centaurea lactiflora Halácsy

Centaurea linaresii Lazaro

Centaurea megarensis Halácsy & Hayek

Centaurea niederi Heldr

Centaurea peucedanifolia Boiss. & Orph.

Centaurea princeps Boiss. & Heldr.

Crepis crocifolia Boiss. & Heldr.

Lamyropsis microcephala (Moris)

Dittrich & Greuter

Leontodon siculus (Guss.) Finch & Sell

Logfia neglecta (Soy.-Will.) Holub

Senecio alboranicus Maire

CONVOLULACEAE

Convolvulus argyrothamnus Greuter

CRUCIFERAE

Alyssum akamasicum B. L. Burtt

Alyssum fastigiatum Heywood

Arabis kennedyae Meikle

Biscutella neustriaca Bonnet

Brassica hilarionis Post

Brassica macrocarpa Guss.

Braya purpurascens (R. Br.) Bunge

Coronopus navasii Pau

Diplotaxis siettiana Maire

Enarthrocarpus pterocarpus DC.

Hutera rupestris P. Porta

Iberis arbuscula Runemark

Ionopsidium acaule (Desf.) Reichenb.

Ptilotrichum pyrenaicum (Lapeyr.) Boiss.

Rhynchosinapis johnstonii (G. Samp.) Heywood

Sisymbrium matritense P. W. Ball & Heywood

EUPHORBIACEAE

Euphorbia ruscinonensis Boiss.

GRAMINEAE

Stipa bavarica Martinovsky & H. Scholz

GROSSULARIACEAE

Ribes sardoum Martelli

HYPERICACEAE

Hypericum aciferum (Greuter) N. K. B. Robson

IRIDACEAE

Crocus cyprius Boiss. & Kotschy

Crocus hartmannianus Holmboe

LABIATAE

Amaracus cordifolium Montr. & Auch.

Micromeria taygetea P. H. Davis

Nepeta sphaciotica P. H. Davis

Phlomis brevibracteata Turrill

Phlomis cypria Post

Salvia crassifolia Sibth. & Smith

Sideritis cypria Post

Thymus camphoratus Hoffmanns. & Link

Thymus carnosus Boiss.

Thymus cephalotos L.

LEGUMINOSAE

Astragalus algarbiensis Coss. ex Bunge

Astragalus aquilinus Anzalone

Astragalus maritimus Moris

Astragalus verrucosus Moris

Cytisus aeolicus Guss. ex Lindl.

Ononis maweana Ball

Oxytropis deflexa (Pallas) DC.

LENTIBULARIACEAE

Pinguicula crystallina Sibth & Smith

LILIACEAE

Androcymbium rechingeri Greuter

Chionodoxa lochia Meikle

Muscari gussonei (Parl.) Tod.

Scilla morrisii Meikle

ORCHIDACEAE

Ophrys kotschy Fleischm. & Soó

PAPAVERACEAE

Rupicapnos africana (Lam.) Pomel

PLUMBAGINACEAE

Armeria rouyana Daveau

Limonium paradoxum Pugsley

Limonium recurvum C. E. Salmon

POLYGONACEAE

Rheum rhaponticum L.

PRIMULACEAE

Primula apennina Widmer

Primula egaliksensis Wormsk.

RANUNCULACEAE

Aquilegia cazorlensis Heywood

Aquilegia kitaibelii Scott Wormsk.

Consolida samia P. H. Davis

Delphinium caseyi B. L. Burt

Ranunculus kykkoënsis Meikle

Ranunculus weyleri Mares

RUBIACEAE

Galium litorale Guss.

SCROPHULARIACEAE

Antirrhinum charidemi Lange

Euphrasia marchesettii Wettst. ex Marches.

Linaria algarviana Chav.

Linaria ficalhoana Rouy

SELAGINACEAE

Globularia stygia Orph. ex Boiss.

SOLANACEAE

Atropa baetica Willk.

THYMELAEACEAE

Daphne rodriguezii Texidor

UMBELLIFERAE

Angelica heterocarpa Lloyd

Angelica palustris (Besser) Hoffman

Bupleurum kakiskalae Greuter

Ferula cypria Post

Laserpitium longiradium Boiss.

Oenanthe conioides Lange

VALERIANACEAE

Valeriana longiflora Willk.

VIOLACEAE

Viola hispida Lam.

Viola jaubertiana Mares & Vigineix

ANNEXE II

ESPÈCES DE FAUNE STRICTEMENT PROTÉGÉES

MAMMIFERES

INSECTIVORA

Talpidae

Desmana pyrenaica
(Galemys pyrenaicus)

MICROCHIROPTERA

toutes les espèces à l'exception de *Pipistrellus pipistrellus*

RODENTIA

Sciuridae

Citellus citellus

Cricetidae

Cricetus cricetus

Hystricidae

Hystrix cristata

CARNIVORA

Canidae

Canis lupus
Alopex lagopus

Ursidae

toutes les espèces

Mustelidae

Lutreola (Mustela) lutreola
Lutra lutra
Gulo gulo

Felidae

Lynx pardina (pardellus)

Panthera pardus

Panthera tigris

Odobenidae

Odobenus rosmarus

Phocidae

Monachus monachus

ARTIODACTYLA

Bovidae

Capra aegagrus

Rupicapra rupicapra ornata

Ovibos moschatus

ODONTOCETI

Delphinidae

Delphinus delphis

Tursiops truncatus (tursio)

Phocaenidae

Phocaena phocaena

MYSTACOCETI

Balaenopteridae

Sibbaldus (*Balaenoptera*) *musculus*

Megaptera novaengliae (*longimana*, *nodosa*)

Balaenidae

Eubalaena glacialis

Balaena mysticetus

OISEAUX

GAVIIFORMES

Gaviidae

toutes les espèces

PODICIPEDIFORMES

Podicipedidae

Podiceps griseigena

Podiceps auritus

Podiceps nigricollis (caspicus)

Podiceps ruficollis

PROCELLARIIFORMES

Hydrobatidae

toutes les espèces

Procellariidae

Puffinus puffinus

Procellaria diomedea

PELECANIFORMES

Phalacrocoracidae

Phalacrocorax pygmaeus

Pelecanidae

toutes les espèces

CICONIIFORMES

Ardeidae

Ardea purpurea

Casmerodius albus (Egretta alba)

Egretta garzetta

Ardeola ralloides

Bulbucus (Ardeola) ibis

Nycticorax nycticorax

Ixobrychus minutus

Botaurus stellaris

Ciconiidae

toutes les espèces

Threskiornithidae

toutes les espèces

Poenicopteridae

Phoenicopterus ruber

ANSERIFORMES

Anatidae

Cygnus cygnus

Cygnus bewickii (columbianus)

Anser erythropus

Branta leucopsis

Branta ruficollis

Tadorna tadorna

Tadorna ferruginea

Marmaronetta (Anas) angustirostris

Somateria spectabilis

Polysticta stelleri

Histrionicus histrionicus

Bucephala islandica

Mergus albellus

Oxyura leucocephala

FALCONIFORMES

toutes les espèces

GRUIFORMES

Turnicidae

Turnix sylvatica

Gruidae

toutes les espèces

Rallidae

Porzana porzana

Porzana pusilla

Porzana parva

Crex crex

Porphyrio porphyrio

Fulica cristata

Otitidae

toutes les espèces

CHARADRIIFORMES*Charadriidae*

Hoplopterus spinosus
Charadrius hiaticula
Charadrius dubius
Charadrius alexandrinus
Charadrius leschenaulti
Eudromias morinellus
Arenaria interpres

Scolopacidae

Gallinago media
Numenius tenuirostris
Tringa stagnatilis
Tringa ochropus
Tringa glareola
Tringa hypoleucos
Tringa cinerea
Calidris minuta
Calidris temminckii
Calidris maritima
Calidris alpina
Calidris ferruginea
Calidris alba
Limicola falcinellus

Recurvirostridae

toutes les espèces

Phalaropodidae

toutes les espèces

Burhinidae

Burhinus oedicnemus

Glareolidae

toutes les espèces

Laridae

Pagophila eburnea

Larus audouinii

Larus melanocephalus

Larus genei

Larus minutus

Larus (Xenia) sabini

Chlidonias niger

Chlidonias leucopterus

Chlidonias hybrida

Gelochelidon nilotica

Hydroprogne caspia

Sterna hirundo

Sterna paradisea (macrura)

Sterna dougallii

Sterna albifrons

Sterna sandvicensis

COLUMBIFORMES

Pteroclididae

toutes les espèces

CUCULIFORMES

Cuculidae

Clamator glandarius

STRIGIFORMES

toutes les espèces

CAPRIMULGIFORMES

Caprimulgidae

toutes les espèces

APODIFORMES*Apodidae*

Apus pallidus

Apus melba

Apus caffer

CORACIIFORMES*Alcedinidae*

Alcedo atthis

Meropidae

Merops apiaster

Coraciidae

Coracias garrulus

Upopidae

Upopa epops

PICIFORMES

toutes les espèces

PASSERIFORMES*Alaudidae*

Calandrella brachydactyla

Calandrella rufescens

Melanocorypha calandra

Melanocorypha leucoptera

Melanocorypha yeltoniensis

Galerida theklae

Eremophila alpestris

Hirundinidae

toutes les espèces

Motacillidae

toutes les espèces

Laniidae

toutes les espèces

Bombycillidae

Bombycilla garrulus

Cinclidae

Cinclus cinclus

Troglodytidae

Troglodytes troglodytes

Prunellidae

toutes les espèces

Muscicapidae

Turdinae

Saxicola rubetra

Saxicola torquata

Oenanthe oenanthe

Oenanthe pleschanka (*leucomela*)

Oenanthe hispanica

Oenanthe isabellina

Oenanthe leucura

Cercotrichas galactotes

Monticola saxatilis

Monticola solitarius

Phoenicurus ochruros

Phoenicurus phoenicurus

Erithacus rubecula

Luscinia megarhynchos

Luscinia luscinia

Luscinia (Cyanosylvia) svecica

Tarsiger cyanurus

Sylviinae

toutes les espèces

Regulinae

toutes les espèces

Muscicapinae

toutes les espèces

*Timaliinae**Panurus biarmicus**Paridae*

toutes les espèces

Sittidae

toutes les espèces

Certhiidae

toutes les espèces

*Emberizidae**Emberiza citrinella**Emberiza leucocephala**Emberiza cirlus**Emberiza cineracea**Emberiza caesia**Emberiza cia**Emberiza schoeniclus**Emberiza melanocephala**Emberiza aureola**Emberiza pusilla**Emberiza rustica**Plectrophenax nivalis**Calcarius lapponicus**Fringillidae**Carduelis chloris**Carduelis carduelis**Carduelis spinus**Carduelis flavirostris**Carduelis cannabina**Carduelis flammea**Carduelis hornemanni**Serinus citrinella*

Serinus serinus
Loxia curvirostra
Loxia pityopsittacus
Loxia leucoptera
Pinicola enucleator
Carpodacus erythrinus
Rhodopechys githaginea
Coccothraustes coccothraustes

Ploceidae

Petronia petronia
Montrifringilla nivalis

Sturnidae

Sturnus unicolor
Sturnus roseus

Oriolidae

Oriolus oriolus

Corvidae

Perisoreus infaustus
Cyanopica cyanus
Nucifraga caryocatactes
Pyrrhonorax pyrrhonorax
Pyrrhonorax graculus

REPTILES

TESTUDINE

Testudinidae

Testude hermanni
Testudo graeca
Testudo marginata

Emydidae

Empys orbicularis
Mauremys caspica
Dermochelyidae
Dermochelys coriacea

Cheloniidae

- Caretta caretta
- Lepidochelys kempii
- Chelonia mydas
- Eretmochelys imbricata

SAURIA

Gekkonidae

- Cyrtodactylus kotschyi

Chamaeleontidae

- Chamaeleo chamaeleon

Lacertidae

- Algyroides marchi
- Lacerta lepida
- Lacerta parva
- Lacerta simonyi
- Lacerta princeps
- Lacerta viridis
- Podarcis muralis
- Podarcis lilfordi
- Podarcis sicula
- Podarcis filfolensis

Scincidae

- Ablepharus kitaibelii

OPHIDIA

Colubridae

- Coluber hippocrepis
- Elaphe situla
- Elaphe quatuorlineata
- Elaphe longissima
- Coronella austriaca

Viperidae

- Vipera ursinii
- Vipera latasti

Vipera ammodytes

Vipera xanthina

Vipera lebetina

Vipera kaznakovi

AMPHIBIENS

CAUDATA

Salamandridae

Salamandra (Mertensiella) luschani

Salamandrina terdigitata

Chioglossa lusitanica

Triturus cristatus

Proteidae

Proteus anguinus

ANURA

Discoglossidae

Bombina variegata

Bombina bombina

Alytes obstetricans

Alytes cisternasii

Pelobatidae

Pelobates cultripes

Pelobates cultripes

Pelobates fuscus

Buфонidae

Bufo calamita

Bufo viridis

Hylidae

Hyla arborea

Ranidae

Rana arvalis

Rana dalmatina

Rana latastei

ANNEXE III

ESPÈCES DE FAUNE PROTÉGÉES

MAMMIFÈRES

INSECTIVORA

Erinaceidae

Erinaceus europaeus

Soricidae

toutes les espèces

MICROCHIROPTERA

Vespertilionidae

Pipistrellus pipistrellus

DUPLICIDENTATA

Leporidae

Lepus timidus

Lepus capensis (europaeus)

RODENTIA

Sciuridae

Sciurus vulgaris

Marmota marmota

Castoridae

Castor fiber

Gliridae

toutes les espèces

Microtidae

Microtus ratticeps (oeconomus)

Microtus nivalis (lebrunii)

CETACEA

toutes les espèces non mentionnées à l'annexe II

CARNIVORA

Mustelidae

Meles meles

Mustela erminea

Mustela nivalis

Putorius (Mustela) putorius

Martes martes

Martes foina

Viverridae

toutes les espèces

Felidae

Felis catus (silvestris)

Lynx lynx

Phocidae

Phoca vitulina

Pusa (Phoca) hispida

Pagophilus groenlandicus (Phoca groenlandica)

Erignathus barbatus

Halichoerus grypus

Cystophora cristata

ARTIODACTYLA

Suidae

Sus scrofa meridionalis

Cervidae

toutes les espèces

Bovidae

Ovis aries (musimon, ammon)

Capra ibex

Capra pyrenaica

Rupicapra rupicapra

OISEAUX

Toutes les espèces non icluses dans l'annexe II à l'ex-
ception de:

Larus marinus

Larus fuscus

Larus argentatus

Columba palumbus

Passer domesticus

Sturnus vulgaris

Garrulus glandarius

Pica pica

Corvus monedula

Corvus frugilegus

Corvus corone (*corone* et *cornix*)

REPTILES

Toutes les espèces non incluses dans l'annexe II

AMPHIBIENS

Toutes les espèces non incluses dans l'annexe II

ANNEXE IV

MOYENS ET MÉTHODES DE CHASSE
ET AUTRES FORME D'EXPLOITATION INTERDITS

MAMMIFÈRES

Collets

Animaux vivants utilisés comme appelants aveuglés ou mutilés

Enregistreurs

Appareils électriques capables de tuer ou d'assommer

Sources lumineuses artificielles

Miroirs et autres objets aveuglants

Dispositifs pour éclairer les cibles

Dispositifs de visée comportant un convertisseur d'image ou un
amplificateur d'image électronique pour tir de nuit

Explosifs (1)

Filets (2)

Pièges-trappes (2)

Poison et appâts empoisonnés ou tranquillisants

Gazage et enfumage

Armes semi-automatiques ou automatiques dont le chargeurs
peut contenir plus de deux cartouches

Avions

Véhicules automobiles en déplacement

OISEAUX

Collets (3)

Gluaux

Hameçons

(1) Excepté pour la chasse aux baleines.

(2) Si appliqué pour la capture ou la mise à mort massive ou non
sélective.

(3) Excepté *Lagopus* de latitude 58° N.

Oiseaux vivants utilisés comme appelants aveuglés ou mutilés
Enregistreurs
Appareils électriques capables de tuer ou d'assommer
Sources lumineuses artificielles
Miroirs et autres objets aveuglants
Dispositifs pour éclairer les cibles
Dispositifs de visée comportant un convertisseur d'image ou un
amplificateur d'image électronique pour tir de nuit
Explosifs
Filets
Pièges-trappes
Poison et appâts empoisonnés ou tranquillisants
Armes semi-automatiques ou automatiques dont le chargeur peut
contenir plus de deux cartouches
Avions
Véhicules automobiles en déplacement

Visto, il Ministro degli affari esteri

COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

**CONVENZIONE RELATIVA ALLA CONSERVAZIONE DELLA VITA
SELVATICA E DELL'AMBIENTE NATURALE IN EUROPA**

PREAMBOLO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa e gli altri firmatari della presente Convenzione,

Considerato che scopo del Consiglio d'Europa è la realizzazione di una più stretta unione fra i suoi membri;

Considerata la volontà del Consiglio d'Europa di collaborare con altri Stati nel campo della conservazione della natura;

Nel riconoscere che flora e fauna selvatiche costituiscono un patrimonio naturale di valore estetico, scientifico, culturale, ricreativo, economico ed intrinseco che va preservato e trasmesso alle generazioni future;

Nel riconoscere il ruolo fondamentale della flora e della fauna selvatiche per il mantenimento degli equilibri biologici;

Nel constatare la grave rarefazione di numerose specie della flora e della fauna selvatiche nonché la minaccia di estinzione che grava su alcune di esse;

Consci che la conservazione degli *habitats* naturali è uno degli elementi essenziali della protezione e della conservazione della flora e della fauna selvatiche;

Nel riconoscere che la conservazione della flora e della fauna selvatiche dovrebbe rientrare negli obiettivi e nei programmi nazionali dei governi, e che una cooperazione internazionale dovrebbe instaurarsi per preservare in particolare le specie migratrici;

Consci delle varie richieste di un'azione congiunta avanzata da governi e da istanze internazionali, fra cui quelle espresse dalla Conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente del 1972, e dall'Assemblea Consultiva del Consiglio d'Europa;

Desiderosi in particolare di seguire, nel campo della conservazione della natura, le raccomandazioni della Risoluzione n. 2 della Seconda Conferenza Ministeriale Europea sull'Ambiente,

Hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO I

DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 1.

1. La presente Convenzione ha per scopo di assicurare la conservazione della flora e della fauna selvatiche e dei loro *habitats* naturali, in particolare delle specie e degli *habitats* la cui conservazione richiede la cooperazione di vari Stati, e di promuovere simile cooperazione.

2. Particolare attenzione meritano le specie, comprese quelle migratrici, minacciate di estinzione e vulnerabili.

ARTICOLO 2.

Le Parti contraenti adotteranno le misure necessarie a mantenere o portare la presenza della flora e della fauna selvatiche ad un livello che corrisponda in particolare alle esigenze ecologiche, scientifiche e culturali, tenuto conto delle esigenze economiche e ricreative nonché delle necessità delle sottospecie, varietà o forme minacciate sul piano locale.

ARTICOLO 3.

1. Ogni Parte contraente adotterà le necessarie misure affinché siano attuate politiche nazionali per la conservazione della flora e della fauna selvatiche e degli *habitats* naturali, con particolare riguardo alle specie in pericolo di estinzione e vulnerabili, e soprattutto alle specie endemiche nonché agli *habitats* minacciati, conformemente alle disposizioni della presente Convenzione.

2. Ogni Parte contraente si impegna, nell'ambito della sua politica di pianificazione e di sviluppo e dei suoi provvedimenti di lotta contro l'inquinamento, a vegliare sulla conservazione della flora e della fauna selvatiche.

3. Ogni Parte contraente promuoverà l'educazione nonché la divulgazione di informazioni di carattere generale sulla necessità di conservare le specie di flora e di fauna selvatiche ed i loro *habitats*.

CAPITOLO II

PROTEZIONE DEGLI *HABITATS*

ARTICOLO 4.

1. Ogni parte contraente adotterà necessarie e appropriate leggi e regolamenti al fine di proteggere gli *habitats* di specie di flora e fauna selvatiche, in particolare quelle enumerate agli allegati I e II, ed al fine di salvaguardare gli *habitats* naturali che minacciano di scomparire.

2. Le parti contraenti, nell'ambito della loro politica di pianificazione e di sviluppo, terranno conto delle esigenze connesse con la conservazione di zone protette di cui al paragrafo precedente, al fine di evitare o ridurre al minimo il deterioramento di tali zone.

3. Le parti contraenti si impegnano a prestare particolare attenzione alla protezione delle zone che rivestono importanza per le specie migratrici enumerate agli allegati II e III e che sono adeguatamente situate lungo le rotte di migrazione, quali aree di svernamento, raduno, alimentazione, riproduzione o muta.

4. Le parti contraenti si impegnano a coordinare per quanto necessario i loro sforzi onde proteggere gli *habitats* naturali contemplati dal presente articolo quando situati in zone di frontiera.

CAPITOLO III

PROTEZIONE DELLE SPECIE

ARTICOLO 5.

Ogni parte contraente adotterà necessarie e opportune leggi e regolamenti onde provvedere alla particolare salvaguardia delle specie di flora selvatiche enumerate all'allegato I. Sarà vietato cogliere, collezionare, tagliare o sradicare intenzionalmente tali piante. Ogni Parte contraente vieterà, per quanto necessario, la detenzione o la commercializzazione di dette specie.

ARTICOLO 6.

Ogni Parte contraente adotterà necessarie e opportune leggi e regolamenti onde provvedere alla particolare salvaguardia delle specie di fauna selvatica enumerate all'allegato II. Sarà segnatamente vietato per queste specie:

a) qualsiasi forma di cattura intenzionale, di detenzione e di uccisione intenzionale;

b) il deterioramento o la distruzione intenzionali dei siti di riproduzione o di riposo;

c) il molestare intenzionalmente la fauna selvatica, specie nel periodo della riproduzione, dell'allevamento e dell'ibernazione, nella misura in cui tali molestie siano significative in relazione agli scopi della presente Convenzione;

d) la distruzione o la raccolta intenzionali di uova dall'ambiente naturale o la loro detenzione quand'anche vuote;

e) la detenzione ed il commercio interno di tali animali, vivi o morti, come pure imbalsamati, nonché di parti o prodotti facilmente identificabili ottenuti dall'animale, nella misura in cui il provvedimento contribuisce a dare efficacia alle disposizioni del presente articolo.

ARTICOLO 7.

1. Ogni Parte contraente adotterà le necessarie e opportune leggi e regolamenti onde proteggere le specie di fauna selvatica enumerate all'allegato III.

2. Qualsiasi sfruttamento della fauna selvatica elencata all'allegato III sarà regolamentato in modo da non compromettere la sopravvivenza di tali specie, tenuto conto delle disposizioni dell'articolo 2.

3. Le misure da adottare contempleranno:

a) periodi di chiusura e/o altri provvedimenti atti a regolare lo sfruttamento;

b) il divieto temporaneo o locale di sfruttamento, ove necessario, onde ripristinare una densità soddisfacente delle popolazioni;

c) la regolamentazione, ove necessario, di vendita, detenzione, trasporto o commercializzazione di animali selvatici, vivi o morti.

ARTICOLO 8.

In caso di cattura o uccisione di specie di fauna selvatica contemplate all'allegato III, e in caso di deroghe concesse in conformità con l'articolo 9 per specie contemplate all'allegato II, le parti contraenti vieteranno il ricorso a mezzi non selettivi di cattura e di uccisione, nonché il ricorso a mezzi suscettibili di provocare localmente la scomparsa, o di compromettere la tranquillità degli esemplari di una data specie, e in particolare ai mezzi contemplati all'allegato IV.

ARTICOLO 9.

1. Nel caso che non vi siano alternative, e a condizione che la deroga non sia dannosa per la sopravvivenza della popolazione in oggetto, ogni parte contraente potrà derogare alle disposizioni di cui agli articoli 4, 5, 6 e 7, nonché al divieto del ricorso ai mezzi contemplati all'articolo 8:

nell'interesse della protezione della flora e della fauna;

per prevenire importanti danni a colture, bestiame, zone boschive, riserve di pesca, acque ed altre forme di proprietà;

nell'interesse della salute e della sicurezza pubblica, della sicurezza aerea, o di altri interessi pubblici prioritari;

per fini di ricerca e educativi, per il ripopolamento, per la reintroduzione e per il necessario allevamento;

per consentire, sotto stretto controllo, su base selettiva ed entro limiti precisati, la cattura, la detenzione o altro sfruttamento giudizioso di taluni animali e piante selvatiche in pochi esemplari.

2. Le parti contraenti sottoporranno al Comitato permanente un rapporto biennale circa le deroghe concesse in virtù del precedente paragrafo. I rapporti dovranno menzionare:

le popolazioni facenti oggetto o che hanno fatto oggetto di deroghe e, ove possibile, il numero di esemplari implicati;

i mezzi di uccisione o di cattura autorizzati;

le condizioni di rischio, le circostanze di tempo e di luogo per le quali tali deroghe sono intervenute;

l'autorità abilitata a dichiarare che tali condizioni sussistono e abilitata a decidere quali mezzi adottare, entro quali limiti e quali persone designare per l'esecuzione;

i controlli operati.

CAPITOLO IV

DISPOSIZIONI SPECIALI RIGUARDANTI LE SPECIE MIGRATORIE

ARTICOLO 10.

1. Oltre alle disposizioni contemplate agli articoli 4, 6, 7 e 8, le Parti contraenti si impegnano a coordinare i loro sforzi per la conservazione delle specie migratrici specificate negli allegati II e III e la cui area di distribuzione si estende nei loro territori.

2. Le Parti contraenti provvederanno a sincerarsi che i periodi di chiusura e/o gli altri provvedimenti regolanti lo sfruttamento adottati in virtù dell'articolo 7, paragrafo 3, lettera a), ben corrispondano alle necessità delle specie migratrici specificate nell'allegato III.

CAPITOLO V

DISPOSIZIONI SUPPLEMENTARI

ARTICOLO 11.

1. Nell'applicare le disposizioni della presente Convenzione le Parti contraenti si impegnano a:

a) collaborare ogni qualvolta necessario, specie quando tale collaborazione consente di dare maggiore efficacia alle disposizioni prese in base ad altri articoli della presente Convenzione;

b) promuovere e coordinare i lavori di ricerca tenuto conto delle finalità della presente Convenzione.

2. Ogni Parte contraente si impegna:

a) a favorire la reintroduzione di specie indigene di flora e fauna selvatiche ove ciò contribuisca alla conservazione di una specie minacciata di estinzione, purché precedentemente, e sulla base delle esperienze attuate da altre Parti contraenti, sia effettuato uno studio per accertare che tale reintroduzione è efficace e accettabile;

b) a controllare rigorosamente l'introduzione di specie non indigene.

3. Ogni Parte contraente informerà il Comitato permanente delle specie rigorosamente protette sul proprio territorio e non menzionate negli allegati I e II.

ARTICOLO 12.

Le Parti contraenti potranno adottare misure più rigorose di quelle previste dalla presente Convenzione ai fini della conservazione della flora e della fauna selvatiche e dei loro *habitats* naturali.

CAPITOLO VI

COMITATO PERMANENTE

ARTICOLO 13.

1. Un Comitato permanente è istituito ai fini della presente Convenzione.

2. Ogni Parte contraente può essere rappresentata in seno al Comitato permanente da uno o più delegati. Ogni delegazione dispone di un voto. Nei campi di sua specifica competenza, la Comunità eco-

nomica europea disporrà, nelle votazioni, di un numero di voti pari al numero dei suoi Paesi membri che risultino Parti contraenti della presente Convenzione; la Comunità economica europea non eserciterà il proprio diritto di voto qualora i suoi Paesi membri esercitino direttamente il loro diritto di voto e viceversa.

3. Qualsiasi Stato membro del Consiglio d'Europa che non sia Parte contraente della Convenzione può farsi rappresentare presso il Comitato da un osservatore.

Il Comitato permanente può, all'unanimità, invitare qualsiasi Stato non membro del Consiglio d'Europa che non sia Parte contraente della presente Convenzione a farsi rappresentare da un osservatore ad una delle proprie riunioni.

Qualsiasi organismo o istituto tecnicamente qualificato nel campo della protezione, conservazione o gestione della flora e della fauna selvatiche e dei loro *habitats*, e appartenente ad una delle seguenti categorie:

a) organismi o istituzioni internazionali, sia governativi sia non governativi, o organismi o istituzioni nazionali governativi;

b) organismi o istituzioni nazionali non governativi a tal fine riconosciuti dallo Stato in cui hanno sede,

potrà informare il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, almeno tre mesi prima della riunione del Comitato, che intende farsi rappresentare a tale riunione da degli osservatori. Questi saranno ammessi salvo che, almeno un mese prima della riunione, un terzo delle Parti contraenti non comunichi al Segretario Generale la sua opposizione.

4. Il Comitato permanente sarà convocato dal Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Terrà la sua prima riunione entro un anno dall'entrata in vigore della Convenzione. Successivamente, si riunirà almeno ogni due anni nonché ogni qualvolta la maggioranza delle Parti contraenti lo richieda.

5. La maggioranza delle Parti contraenti costituisce il *quorum* necessario per la convocazione del Comitato permanente.

6. Subordinatamente alle disposizioni della presente Convenzione, il Comitato permanente stabilirà il proprio regolamento interno.

ARTICOLO 14.

1. Il Comitato permanente è incaricato di seguire l'applicazione della presente Convenzione. Potrà in particolare:

rivedere costantemente le disposizioni della presente Convenzione, inclusi gli Allegati, ed esaminare le modifiche che si rendessero necessarie;

formulare raccomandazioni alle Parti contraenti circa le misure da adottare per l'attuazione della presente Convenzione;

raccomandare opportune misure per informare il pubblico delle azioni intraprese nel quadro della presente Convenzione;

sottoporre al Comitato dei Ministri raccomandazioni relative all'invito di Stati non membri del Consiglio d'Europa ad aderire alla presente Convenzione;

avanzare proposte per una maggiore efficacia della presente Convenzione e tendenti a concludere con Stati che non siano Parti contraenti della Convenzione accordi per una più efficace conservazione delle specie o gruppi di specie.

2. Per l'espletamento delle sue funzioni il Comitato permanente potrà, di propria iniziativa, promuovere riunioni di gruppi di esperti.

ARTICOLO 15.

A seguito di ogni sua riunione, il Comitato permanente trasmetterà al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa un rapporto sui lavori e sul funzionamento della Convenzione.

CAPITOLO VII

EMENDAMENTI

ARTICOLO 16.

1. Qualsiasi emendamento agli articoli della presente Convenzione, proposto da una Parte contraente o dal Comitato dei Ministri, sarà comunicato al Segretario Generale del Consiglio d'Europa e da questi trasmesso almeno due mesi prima della riunione del Comitato permanente agli Stati membri del Consiglio d'Europa, ad ogni firmatario, ad ogni Parte contraente, ad ogni Stato invitato a sottoscrivere la presente Convenzione in conformità con le disposizioni dell'articolo 19 e ad ogni Stato invitato ad aderirvi in conformità con le disposizioni dell'articolo 20.

2. Qualsiasi emendamento proposto conformemente alle disposizioni del precedente paragrafo sarà esaminato dal Comitato permanente, il quale:

a) per gli emendamenti agli articoli da 1 a 12 sottoporrà alla accettazione delle Parti contraenti il testo adottato da una maggioranza di tre quarti dei votanti;

b) per gli emendamenti agli articoli da 13 a 24 sottoporrà alla approvazione del Comitato dei Ministri il testo adottato da una maggioranza di tre quarti dei votanti. Una volta approvato, il testo sarà trasmesso per accettazione alle Parti contraenti.

3. Qualsiasi emendamento entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo alla notifica al Segretario Generale della sua accettazione da parte delle Parti contraenti.

4. Le disposizioni di cui al presente articolo, paragrafi 1, 2a e 3 si applicheranno all'adozione di nuovi Allegati alla presente Convenzione.

ARTICOLO 17.

1. Qualsiasi emendamento agli Allegati della presente Convenzione, proposto da una Parte contraente o dal Comitato dei Ministri, sarà comunicato al Segretario Generale del Consiglio d'Europa e da questi trasmesso almeno due mesi prima della riunione del Comitato permanente agli Stati membri del Consiglio d'Europa, ad ogni firmatario, ad ogni Parte contraente, ad ogni Stato invitato a sottoscrivere la presente Convenzione in conformità con le disposizioni dell'articolo 19 e ad ogni Stato invitato ad aderirvi in conformità con le disposizioni dell'articolo 20.

2. Qualsiasi emendamento proposto conformemente alle disposizioni del precedente paragrafo sarà esaminato dal Comitato permanente, il quale potrà adottarlo con la maggioranza dei due terzi delle Parti contraenti. Il testo adottato sarà comunicato alle Parti contraenti.

3. Allo scadere di tre mesi dalla sua adozione da parte del Comitato permanente, e salvo che un terzo delle Parti contraenti abbia notificato delle obiezioni, qualsiasi emendamento entrerà in vigore nei confronti delle Parti contraenti che non hanno mosso obiezioni.

CAPITOLO VIII

COMPOSIZIONE DELLE CONTROVERSIE

ARTICOLO 18.

1. Il Comitato permanente favorirà per quanto possibile la composizione amichevole di qualsiasi controversia che dovesse sorgere dall'applicazione della Convenzione.

2. Qualsiasi controversia fra le Parti contraenti sulla interpretazione o sull'applicazione della presente Convenzione che non sia stata composta in base alle disposizioni del precedente paragrafo o in via negoziale fra le parti, sarà, a richiesta di una di esse, sottoposta ad arbitrato. Ognuna delle parti designerà un arbitro ed i due arbitri designeranno un terzo arbitro. Subordinatamente alle disposizioni del presente articolo, paragrafo 3, qualora entro tre mesi dalla richiesta di arbitrato, una delle Parti non abbia designato

il proprio arbitro, il Presidente della Corte europea per i diritti dell'uomo provvederà, a richiesta della controparte, a designarlo entro un nuovo termine di tre mesi. Identica procedura sarà seguita nel caso in cui i due arbitri non riuscissero ad accordarsi sulla scelta del terzo arbitro entro tre mesi dalla loro designazione.

3. In caso di controversia tra due Parti contraenti di cui una è uno Stato membro della Comunità economica europea, essa pure Parte contraente, l'altra Parte contraente inoltrerà la richiesta di arbitrato sia allo Stato membro sia alla Comunità che, entro due mesi dal ricevimento della richiesta, le notificheranno congiuntamente se è lo Stato membro o la Comunità, o lo Stato membro e la Comunità congiuntamente, a costituirsi parte nella vertenza. In mancanza di una notifica nei suddetti termini si riterrà che lo Stato membro e la Comunità costituiscano la sola e unica controparte nella vertenza ai fini dell'applicazione delle disposizioni che regolano la costituzione nonché la procedura seguita dal tribunale arbitrale. Lo stesso avverrà ogni qualvolta lo Stato membro e la Comunità si costituiranno congiuntamente parte nella disputa.

4. Il tribunale arbitrale fisserà le proprie norme di procedura. Le decisioni saranno prese a maggioranza. La sentenza sarà definitiva e vincolante.

5. Ogni parte nella vertenza sosterrà le spese dell'arbitro che avrà designato e le parti sosterranno in egual misura le spese del terzo arbitro, così come le altre spese per l'arbitrato.

CAPITOLO IX

DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 19.

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa e degli Stati non membri che hanno partecipato alla sua elaborazione, ed a quella della Comunità economica europea.

Fino alla data della sua entrata in vigore, sarà anche aperta alla firma di qualsiasi altro Stato invitato a sottoscriverla dal Comitato dei Ministri.

La Convenzione sarà sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere del termine di tre mesi dalla data in cui cinque Stati, fra cui almeno quattro Stati membri del Consiglio d'Europa, avranno espresso il proprio consenso ad essere vincolati dalla Convenzione conformemente alle disposizioni del precedente paragrafo.

3. La Convenzione entrerà in vigore nei confronti di qualsiasi Stato firmatario o della Comunità economica europea, che successivamente esprimeranno il proprio consenso ad essere ad essa vincolati, il primo del mese successivo allo scadere del termine di tre mesi dalla data del deposito dello strumento di ratifica, accettazione o approvazione.

ARTICOLO 20.

1. Successivamente all'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà, una volta consultate le Parti contraenti, invitare ad aderire alla Convenzione qualsiasi Stato non membro del Consiglio che, invitato a sottoscriverla conformemente alle disposizioni dell'articolo 19, non l'abbia ancora fatto, e qualsiasi altro Stato non membro.

2. Per ogni Stato aderente, la Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere del termine di tre mesi dalla data del deposito dello strumento di adesione presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 21.

1. Qualsiasi Stato può, al momento della firma o del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, specificare il o i territori cui la presente Convenzione si applicherà.

2. Qualsiasi Parte contraente può, nel momento in cui deposita il suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, o in qualsiasi successivo momento, estendere l'applicazione della presente Convenzione, con una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, ad ogni territorio specificato nella dichiarazione e di cui assicura le relazioni internazionali o per il quale è abilitata a stipulare atti.

3. Qualsiasi dichiarazione fatta in virtù del precedente paragrafo potrà essere ritirata in merito ai territori in essa specificati, tramite notifica indirizzata al Segretario Generale. Il ritiro diventerà effettivo il primo del mese successivo allo scadere del termine di sei mesi dalla data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

ARTICOLO 22.

1. Qualsiasi Stato può, al momento della firma o del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, formulare una o più riserve nei confronti di talune specie elencate negli allegati I-III e/o per talune delle specie indicate nella o nelle riserve, formulare riserve nei confronti di taluni mezzi o metodi di caccia e di altre forme di sfruttamento contemplate all'allegato IV. Non sono ammesse riserve di carattere generale.

2. Qualsiasi Parte contraente che estenda l'applicazione della presente Convenzione ad un territorio specificato nella dichiarazione prevista all'articolo 21, paragrafo 2, può, per il territorio in oggetto, formulare una o più riserve conformemente alle disposizioni del precedente paragrafo.

3. Non è ammessa nessun'altra riserva.

4. Qualsiasi parte contraente che abbia formulato una riserva in virtù dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo può ritirarla in blocco o in parte indirizzando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Il ritiro diventerà effettivo alla data di ricezione della notifica da parte del Segretario Generale.

ARTICOLO 23.

1. Qualsiasi Parte contraente può, in qualunque momento, denunciare la presente Convenzione con notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia diverrà effettiva il primo giorno del mese successivo allo scadere del termine di sei mesi dalla data di ricezione della notifica da parte del Segretario Generale.

ARTICOLO 24.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio d'Europa, ad ogni Stato firmatario, alla Comunità economica europea firmataria della presente Convenzione, e ad ogni Parte contraente:

- a) qualsiasi firma;
- b) il deposito di qualsiasi strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;
- c) qualsiasi data di entrata in vigore della presente Convenzione in conformità con gli articoli 19 e 20;
- d) qualsiasi informazione comunicata in virtù delle disposizioni del paragrafo 3, articolo 13;
- e) qualsiasi rapporto elaborato in applicazione delle disposizioni dell'articolo 15;
- f) qualsiasi emendamento o qualsiasi nuovo allegato adottato in conformità con gli articoli 16 e 17 nonché la data di entrata in vigore di tale emendamento o nuovo allegato;
- g) qualsiasi dichiarazione fatta in virtù delle disposizioni dei paragrafi 2 e 3, articolo 21;

h) qualsiasi riserva formulata in virtù delle disposizioni dei paragrafi 1 e 2, articolo 22;

i) il ritiro di qualsiasi riserva effettuato in virtù delle disposizioni del paragrafo 4, articolo 22;

j) qualsiasi notifica fatta in virtù delle disposizioni dell'articolo 23 e la data di entrata in vigore della denuncia.

In fede di che, i sottoscritti, a ciò debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Berna, il 19 settembre 1979, in francese e inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà copia autenticata a ciascuno Stato membro del Consiglio d'Europa, a ciascuno Stato firmatario e alla Comunità economica europea firmataria nonché ad ogni Stato invitato a sottoscrivere la presente Convenzione o ad aderirvi.

(Seguono le firme)

ALLEGATO I

SPECIE DI FLORA RIGOROSAMENTE PROTETTE

(Segue elenco)

ALLEGATO II

SPECIE DI FAUNA RIGOROSAMENTE PROTETTE

(Segue elenco)

ALLEGATO III

SPECIE DI FAUNA PROTETTE

MAMMIFERI

INSECTIVORA

Erinaceidae

Erinaceus europaeus

Soricidae

Tutte le specie

MICROCHIROPTERA

Vespertilionidae

Pipistrellus pipistrellus

DUPLICIDENTATA

Leporidae

Lepus timidus

Lepus capensis (europaeus)

RODENTIA

Sciuridae

Sciurus vulgaris

Marmotta marmota

Castoridae

Castor fiber

Gliridae

Tutte le specie

Segue: ALLEGATO III

Microtidae

Microtus ratticeps (oeconomus)

Microtus nivalis (lebrunii)

CETACEA

Tutte le specie non menzionate nell'allegato II

CARNIVORA

Mestelidae

Meles meles

Mustela erminea

Mustela nivalis

Putorius (*Mustela*) *putorius*

Martes martes

Martes foina

Viverridae

Tutte le specie

Felidae

Felis catus (silvestris)

Lynx lynx

Phocidae

Phoca vitulina

Pusa (*Phoca*) *hispida*

Pagophilus groenlandicus o (*Phoca groenlandica*)

Erignathus barbatus

Halichoerua grypus

Cystophor cristata

ARTIODACTYLA

Suidae

Sus scrofa meridionalis

Segue: ALLEGATO III

Cervidae

Tutte le specie

Bovidae

Ovis aries (musimon, ammon)

Capra ibex

Capra pyrenaica

Rupicapra rupicapra

UCCELLI

Tutte le specie non contemplate all'Allegato II eccettuate:

Larus marinus

Larus fuscus

Larus argentatus

Columba palumbus

Passer domesticus

Sturnus vulgaris

Garrulus glandarius

Pica pica

Corvus monedula

Corvus frugilegus

Corvus corone (corone e cornix)

RETTILI

Tutte le specie non contemplate all'Allegato II

ANFIBI

Tutte le specie non contemplate all'Allegato II

MEZZI E METODI DI UCCISIONE,
CATTURA ED ALTRE FORME DI SFRUTTAMENTO VIETATI

MAMMIFERI

Lacci

Animali vivi accecati o mutilati utilizzati come richiami

Registratori

Dispositivi elettrici atti ad uccidere o stordire

Fonti luminose artificiali

Specchi ed altri dispositivi abbaglianti

Dispositivi di illuminazione bersagli

Congegni di mira dotati di convertitore di immagine o di dispositivo di ingrandimento per la caccia notturna

Esplosivi (1)

Reti (2)

Trappole (2)

Veleni e esche avvelenate o con tranquillanti

Gassare o affumicare

Armi semi-automatiche o automatiche con caricatore dotato di più di due cartucce

Aerei

Automezzi mobili

UCCELLI

Lacci (3)

Panie

Esche

(1) Ad eccezione della caccia alla balena.

(2) Se utilizzati per catturare o uccidere in modo massiccio e non selettivo.

(3) Ad eccezione di Lagopus a nord della latitudine 58°N.

Segue: ALLEGATO IV

Uccelli vivi accecati o mutilati utilizzati come richiami

Registratori

Dispositivi elettrici atti ad uccidere o stordire

Fonti luminose artificiali

Specchi ed altri dispositivi abbaglianti

Dispositivi di illuminazione bersagli

Congegni di mira dotati di convertitore di immagine o di dispositivo di ingrandimento per la caccia notturna

Esplosivi

Reti

Trappole

Veleni ed esche avvelenate o con tranquillanti

Armi semi-automatiche o automatiche con caricatore dotato di più di due cartucce

Aerei

Automezzi mobili